



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1998/1108
23 novembre 1998
FRANÇAIS
ORIGINAL : ARABE

LETTRE DATÉE DU 23 NOVEMBRE 1998, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU
CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE L'IRAQ
AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre datée du 22 novembre 1998, dans laquelle M. Tariq Aziz, Vice-Premier Ministre de la République d'Iraq, précise la position de l'Iraq concernant les points soulevés par le Président exécutif de la Commission spéciale dans la lettre qu'il vous a adressée le 20 novembre 1998.

Je vous serais obligé de bien vouloir distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Nizar HAMDOON

ANNEXE

Lettre datée du 22 novembre 1998, adressée au Président du
Conseil de sécurité par le Vice-Premier ministre de la
République d'Iraq

[Original : anglais]

Le Président exécutif de l'UNSCOM nous a adressé trois lettres, datées respectivement des 17, 18 et 19 novembre 1998. Nous avons répondu aux deux premières. La troisième nous est parvenue vendredi matin; le samedi, alors que nous nous préparions à y répondre, nous avons pris connaissance de la lettre que le Président exécutif vous avait adressée le 20 novembre, et qui semble avoir créé une certaine confusion. Il nous paraît donc nécessaire d'y répondre en détail dès maintenant. Notre réponse à la troisième lettre du Président exécutif est en cours de rédaction.

Observations liminaires

Le Président exécutif prétend que la raison d'être de ses lettres est de parvenir à "un niveau de vérification plus élevé" en ce qui concerne les questions de désarmement et la question connexe des activités de dissimulation menées par l'Iraq. Il précise qu'il a jugé approprié de chercher à obtenir des informations "à ce stade", compte tenu de la déclaration faite par l'Iraq le 14 novembre. Il présente par ailleurs ce qu'il appelle "l'analyse et les commentaires de l'UNSCOM" et en profite pour affirmer de manière totalement subjective que l'Iraq refuse de coopérer avec la Commission spéciale.

Le Président exécutif commence sa démonstration en disant que dans ses réponses l'Iraq déclarait que les préparatifs en vue de l'examen d'ensemble avaient déjà commencé. Il considère que cet argument "infléchit" les deux réponses de l'Iraq. En réalité, il s'agit là d'une affirmation purement gratuite.

Dans notre lettre du 19 novembre au Président exécutif, en réponse à sa lettre du 17 novembre concernant des demandes de documents, nous avons rappelé que depuis le 6 août 1998 le Conseil de sécurité était majoritairement favorable à l'examen d'ensemble. Nous avons en outre exposé la position de l'Iraq concernant les exigences de l'UNSCOM telles qu'elles figuraient en annexe à la lettre du Président. Permettez-moi de reprendre point par point les observations du Président exécutif à propos des éclaircissements apportés par l'Iraq.

Le dossier des armes biologiques

Dans notre réponse à la lettre du 18 novembre, dans laquelle le Président exécutif abordait la question des armes biologiques, nous avons de nouveau indiqué que le Conseil de sécurité était majoritairement favorable à l'examen d'ensemble. Nous avons précisé que notre collaboration antérieure avec l'UNSCOM dans ce domaine avait démontré qu'aucun dialogue n'était possible, qu'il y avait un gouffre entre nos positions et notre démarche et celles de la Commission spéciale, et que dans ces conditions les exigences du Président exécutif étaient

/...

impossibles à satisfaire. Permettez-moi de m'attarder un moment sur ce point, afin qu'aucun doute ne subsiste dans l'esprit des membres du Conseil.

Le Président exécutif nous a demandé dans sa lettre du 18 novembre un nouvel état définitif et complet, ou un état profondément remanié, au prétexte que, dans les 18 mois précédents, quatre groupes d'experts internationaux avaient évalué l'état complet et définitif de l'armement biologique et qu'ils avaient tous conclu à l'unanimité que les états présentés étaient incomplets, insuffisants et entachés d'erreurs techniques, et ne pouvaient pas être vérifiés dans leur totalité. À la dernière de ces réunions d'experts, il avait été recommandé qu'aucune nouvelle vérification de l'état complet et définitif actuel ne soit effectuée "tant que l'Iraq ne se serait pas engagé à fournir de nouvelles informations concrètes".

L'Iraq a présenté un état définitif concernant son armement biologique en juin 1996 à l'issue d'une série de réunions avec l'équipe d'inspection de l'UNSCOM qui ont eu lieu entre juillet 1995 et le 22 juin 1996. Au cours de cette période, l'UNSCOM a reçu copie des projets d'inventaire de l'Iraq et ses observations ont été dûment prises en compte afin de s'assurer que, dans sa version finale, l'état définitif donnerait satisfaction. Mais l'UNSCOM s'est alors lancée dans une série de vérifications et a multiplié à l'envi les visites d'enquête et les inspections. L'inspecteur principal qui dirigeait l'équipe (UNSCOM-157) a déclaré que les vérifications pouvaient prendre de six à neuf mois si aucune décision politique n'intervenait avant pour clore le dossier des armes biologiques.

En avril 1997, l'UNSCOM a cependant déclaré que l'état définitif concernant les armes biologiques n'était pas crédible.

Le Président exécutif alors en exercice, M. Ekéus, a préconisé le remaniement total de l'état définitif, malgré les protestations de l'Iraq, qui a fait valoir que les principaux éléments de l'état définitif qu'il avait présenté, à savoir la production, la vectorisation et la destruction unilatérale, ne pouvaient être modifiés, puisqu'il s'agissait d'éléments d'information importants, véridiques et étayés par un certain nombre de documents.

L'Iraq a néanmoins suivi l'avis du Président exécutif Ekéus et présenté un état définitif remanié en septembre 1997, car nous avons l'impression que l'UNSCOM avait décidé une fois pour toutes en juin 1996 que l'état définitif n'était pas crédible, et que quoi que nous fassions elle n'en démordrait pas.

Fin septembre 1997, l'UNSCOM a réuni des experts internationaux qui, après avoir examiné les 700 pages de l'état définitif, ont trouvé le document déficient, entaché d'erreurs, etc. Certaines de leurs observations méritent toutefois d'être mentionnées, notamment :

- En 1990, le programme commençait à peine et il était prévu de l'étendre et de le développer;
- L'UNSCOM devrait communiquer à l'Iraq des informations sur deux points :

/...

- Les aspects du programme des armements biologiques non traités dans l'état définitif;
- Les erreurs contenues dans l'état définitif.

Des réunions d'évaluation technique se sont tenues à Vienne du 20 au 27 mars. Seuls 4 ou 5 des 18 experts venus de 14 pays étaient nouveaux. Ils avaient pu consulter brièvement auparavant, à New York et à Vienne, la masse de documents et les volumineux dossiers concernant les projets de déclarations de l'Iraq et deux états définitifs que le manque de temps ne permettait pas d'étudier et de cerner valablement. Les nouveaux venus se sont donc rangés aux arguments et aux opinions toutes faites des "anciens", qui avaient préparé d'innombrables questions, et c'est dans cet état d'esprit qu'ils ont affronté la partie iraquienne. L'équipe iraquienne a par conséquent perdu un temps considérable à répondre à des questions dont beaucoup étaient hors sujet, triviales ou déjà réglées et vérifiées à la suite des visites, tests, inspections, analyses, discussions et entretiens qui ont jalonné nos 30 mois de collaboration avec l'UNSCOM. Le rapport d'évaluation des experts ne contient que des généralités et ne présente aucune preuve précise à l'appui de ce qu'il avance. Il ne tient aucun compte du point de vue de l'Iraq et ne reproduit pas la déclaration finale de l'Iraq à la dernière réunion d'évaluation technique.

Le Président exécutif a alors suggéré en juin 1998 que les experts se réunissent de nouveau à Bagdad pour examiner de fond en comble l'état définitif présenté par l'Iraq en septembre 1997, depuis la vectorisation jusqu'à la production et à l'inventaire du matériel. La réunion s'est tenue du 17 au 23 juillet 1998. Les experts sont parvenus à deux grandes conclusions :

- Au niveau global, l'inventaire présenté par l'Iraq concernant son programme d'armement biologique n'est pas vérifiable;
- À un niveau plus spécifique, dans les domaines examinés par les experts, le bilan matières pour les armes, les agents en vrac et les supports sont également invérifiables.

L'Iraq avait pourtant proposé que, dans les domaines où ils estimaient les bilans matières de l'Iraq invérifiables, les experts examinent la valeur actuelle scientifique et technique des agents et armements fabriqués en 1990. Les experts n'ont pas voulu suivre l'Iraq dans cette voie, en arguant que l'UNSCOM les avait mandatés pour déterminer si l'inventaire présenté était ou non vérifiable. Ils ont indiqué par exemple qu'il était possible de vérifier à Al Hakam le matériel à double usage que l'Iraq avait déclaré avoir utilisé dans sa production et que l'UNSCOM avait détruit en 1997. La partie iraquienne a fait remarquer que les agents et les munitions avaient été détruits unilatéralement en 1991 avant l'arrivée de l'UNSCOM, qu'ils n'existaient donc plus qu'à l'état de résidus et de traces, et que le fait de trouver ces résidus et ces traces ne signifiait pas que les équipements existaient encore. Il devrait être tenu compte de ce fait dans les vérifications et d'autres méthodes plus originales devraient être appliquées. C'est ce qu'ont fait parfois des inspecteurs compétents; leurs conclusions ont corroboré les déclarations de l'Iraq, mais il n'en a jamais été tenu compte au siège de l'UNSCOM, où les rapports sont établis avant d'être soumis au Conseil de sécurité.

/...

Il convient toutefois de faire observer que selon l'opinion des experts internationaux, l'état définitif et complet présenté par l'Iraq n'était ni incomplet ni entaché d'erreurs techniques. Leurs observations ne portaient que sur la question de savoir si les informations étaient ou non vérifiables. Il est curieux de constater que nombre d'éléments importants sur le plan du désarmement ne sont pas pris en compte dans l'évaluation générale du programme d'armements biologiques.

Les exemples suivants illustrent bien notre propos :

- À plusieurs reprises, l'équipe d'inspection a déclaré que la vérification des bombes aériennes R-400 progressait bien. Les inspecteurs estimaient que la découverte de débris de bombes était très importante pour leur travail de vérification car elle apportait la preuve matérielle que les bombes avaient bien été détruites, comme l'inspecteur principal d'UNSCOM-173 l'a lui-même confirmé. L'UNSCOM a d'ailleurs fait analyser de nombreux échantillons prélevés sur le site et le résultat des analyses corroborait la déclaration de l'Iraq. L'inspecteur principal d'UNSCOM-187 a déclaré que ces résultats aideraient la Commission spéciale à se faire une idée des programmes biologiques que l'Iraq avait menés par le passé et contribueraient au processus de vérification. Enfin, la Commission spéciale a dépêché une équipe de vérification (UNSCOM-197) sur le site où les bombes aériennes ont été détruites; l'équipe a conclu que la destruction et l'ensevelissement des restes des bombes étaient presque achevés. Or, si la Commission n'avait pas été en mesure de vérifier cette question comme elle le prétend maintenant, pourquoi aurait-elle procédé à la destruction et à l'ensevelissement des débris?
- La Commission spéciale reconnaît avoir comptabilisé et vérifié les ogives de missiles spéciaux comme suit :
 - Dans l'exposé technique qu'elle a fait le 3 juin 1998 devant le Conseil de sécurité, la Commission a indiqué : "S'agissant des ogives spéciales, presque toutes les ogives dont l'Iraq avait déclaré qu'elles avaient été détruites ont pu être répertoriées".
 - Le Président exécutif a indiqué dans la lettre qu'il a adressée au Ministre du pétrole en date du 13 juillet 1998 : "L'Iraq a déclaré avoir détruit unilatéralement 45 ogives spéciales en juillet 1991. L'analyse des débris d'ogives exhumés depuis août 1997 a permis de répertorier de 43 à 45 ogives spéciales provenant des sites de destruction unilatérale. Ces chiffres ont été obtenus à la suite de l'identification des têtes d'ogives spéciales. Ils ont été en outre confirmés par l'identification d'autres composantes d'ogive, notamment des conteneurs. C'est le résultat le plus probant auquel on soit parvenu en vue d'établir le bilan-matières des ogives interdites".
 - Dans son rapport d'octobre 1998 (S/1998/920, par. 25, p. 9), la Commission a indiqué qu'elle avait "pu établir la destruction d'entre 43 et 45 ogives opérationnelles spéciales dont l'Iraq

/...

avait déclaré la destruction unilatérale en 1991. C'est là une réussite majeure".

- Un film vidéo a été remis à la Commission spéciale pour clarifier la question des conteneurs de bombes aériennes qui n'ont pas été remplis ou détruits sous la supervision de la Commission. Ce film venait étayer les informations fournies par la partie iraquienne concernant le bilan-matières des bombes aériennes R-400.
- Les conclusions figurant dans le rapport 231 de l'UNSCOM indiquaient : "au cours des quatre derniers jours, nous avons enquêté au sujet de quatre questions relatives aux activités biologiques menées par l'Iraq entre 1991 et 1995 : l'achat de fermenteurs à Al Hakam, la fabrication et la réparation de dessiccateurs-pulvérisateurs par l'usine d'Al Karama, l'achat d'un laboratoire de culture de protéines monocellulaires et de composantes à la Russie et l'usine de matériel de laboratoire à Beiji. Aucune preuve attestant la poursuite d'activités contraires aux résolutions 687 et 715 du Conseil de sécurité n'a été trouvée. Cette inspection devrait être satisfaisante pour les deux parties".

L'Iraq a déclaré à plusieurs reprises qu'il n'y avait plus d'armes biologiques sur son territoire depuis juillet 1991. La Commission spéciale n'a rien trouvé qui vienne contredire la déclaration de l'Iraq. Sa mission de désarmement est achevée depuis juillet 1991 en ce qui concerne les agents et les munitions et, depuis 1997, en ce qui concerne l'inspection des sites et des matériels. De plus, les inspections qui sont menées depuis 1994 en ce qui concerne les armements biologiques n'ont enregistré aucune violation de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité de la part de l'Iraq.

Il importe au plus haut point de rappeler que la Commission spéciale n'a trouvé aucun matériel interdit depuis août 1995 et que le millier de visites et d'inspections qu'elle a effectuées dans des sites déclarés par l'Iraq ou désignés par la Commission elle-même n'ont rien trouvé qui infirme les déclarations de l'Iraq.

Bien que le Président exécutif de la Commission soit au fait de tout ce qui précède, il n'hésite pas à conclure dans la lettre qu'il vous a adressée : "Dans sa réponse, l'Iraq semble indiquer qu'il n'est pas prêt à poursuivre les travaux de désarmement dans le domaine des armes biologiques en coopération avec la Commission, à moins que le Conseil de sécurité ne l'y oblige à la suite d'un examen d'ensemble." Ce n'est pas exact. D'abord, il n'est pas dans l'intérêt de l'Iraq que les travaux dans le domaine des armements biologiques ne soient pas menés à leur terme. Ensuite, étant donné l'état actuel des relations entre l'Iraq et la Commission spéciale au sujet de cette question, l'Iraq n'a d'autre choix que de s'en remettre au Conseil de sécurité, qui tranchera à la lumière des faits, qui devraient être connus depuis longtemps. Il serait inconcevable que l'Iraq refuse de coopérer au moment même où le Conseil s'apprête à définir les modalités de l'examen d'ensemble qui devrait permettre de régler les

/...

questions en suspens. Cela ressort clairement du document du Secrétaire général daté du 5 octobre et de la lettre du Conseil du 30 novembre.

Accès aux archives

En ce qui concerne la demande de l'UNSCOM d'avoir "accès aux archives pertinentes du Ministère de la défense iraquien, de la société des industries militaires et d'autres services gouvernementaux", le Président exécutif indique dans sa lettre que "l'Iraq élude la question posée et ne s'engage pas à accorder l'accès demandé". Cette accusation est sans fondement. Il ressort on ne peut plus clairement de notre réponse que nous avons déclaré à maintes reprises que les inspections des sites auxquelles ont procédé les équipes de la Commission spéciale portaient en particulier sur les archives. Les archives ont été inspectées conformément aux "modalités d'inspection des sites sensibles" dont la Commission spéciale et l'Iraq sont convenus le 22 juin 1996, et qu'ils ont révisées en décembre 1997. Les équipes d'inspection se sont non seulement rendues au siège du Ministère de la défense mais aussi dans les locaux des 27 bureaux qui en dépendent. Des inspections analogues ont été menées au siège de la Société des industries militaires et dans tous les établissements qui en dépendent. Comme chacun le sait, ces sites font l'objet d'inspections continues et sont assujettis au régime de surveillance de la Commission. Comme nous l'avons indiqué dans notre réponse, d'autres ministères ont fait l'objet d'inspections du même genre.

Il ne faudrait pas oublier à ce propos, et nous l'avons mentionné dans notre réponse, que toutes ces inspections visaient avant tout les archives des sites et que les archives ont été inspectées sans aucune restriction.

Il importe aussi de faire observer que la lettre du Président exécutif vise un autre objectif. Ainsi, le Président exécutif indique dans sa lettre : "Il ne faut pas non plus perdre de vue le fait qu'aux termes des résolutions du Conseil, l'Iraq est tenu de fournir à la Commission tous documents que celle-ci juge utiles aux fins de l'exercice de son mandat. En donnant pleinement accès à ces documents et en révélant pleinement ses activités, l'Iraq faciliterait considérablement la tâche de la Commission. C'est la raison pour laquelle cet accès lui a été demandé de façon générale". Faisons d'abord observer que l'Iraq n'a pas manqué à cette obligation. Il a fourni à la Commission plus de 1 760 documents (8 020 pages au total) relatifs aux trois dossiers, ainsi que quatre films vidéo, et ce en plus des documents (680 000 pages) et de nombreux microfilms et films vidéo provenant de la ferme Hayder. Nonobstant ce qui précède, l'extrait susmentionné semble impliquer que l'Iraq est tenu de fournir tous les documents demandés, que ces documents existent ou non. La position du Président exécutif revient donc à rechercher l'impossible. Mais le Président exécutif ne s'en tient pas là. Il poursuit :

"Il convient enfin de noter dans ce contexte que, dans sa réponse, l'Iraq ne cherche pas à nier l'existence des archives en question". Cette déclaration semble impliquer que l'Iraq dissimule des documents importants, alors qu'il est manifeste que, si ces documents avaient été en sa possession, l'Iraq aurait fait ce qui est dans son intérêt et les aurait remis à la Commission. Mais il semble que la véritable raison de l'insistance du Président exécutif soit qu'il tient à toute force à prendre l'Iraq en défaut. Il ne faudrait pas oublier qu'en 1994,

/...

l'Iraq a déjà expliqué par le menu comment la documentation relative à ses programmes d'armements avait été détruite, après quoi le Président exécutif de l'époque nous avait adressé une lettre en date du 5 février 1994 pour nous informer que les explications fournies lui paraissaient satisfaisantes aux fins de l'exécution du mandat de la Commission spéciale (voir lettre jointe). Nous laissons aux membres du Conseil le soin de comparer les approches respectives de l'ancien Président exécutif et du Président exécutif en exercice.

Observations sur les commentaires spécifiques faits dans la lettre du Président exécutif relative aux Éclaircissements de l'Iraq

Je souhaite aborder maintenant les commentaires faits par le Président exécutif dans sa lettre qui vous a été adressée à la suite de la même énumération figurant dans la lettre.

1. Bien que nous confirmions la description du document demandé qui figure dans les Éclaircissements joints en annexe à notre lettre du 19 novembre, nous voudrions faire observer que le Président exécutif prétend que le document dit "des forces aériennes" permettra à la Commission spéciale "de procéder à des vérifications et présenter un compte crédible de toutes les armes interdites qui restaient en Iraq après la guerre du Golfe" étant donné que "la Commission doit connaître le nombre total d'armes chimiques détenues par l'Iraq et disposer d'informations sur leur utilisation avant l'adoption de la résolution 687 (1991)". Cet argument peut être réfuté sur la base des raisons suivantes :

1.1 Le document ne fournit aucun détail sur les dépenses relatives aux munitions chimiques autre que la quantité totale par année des deux types de calibre de munitions, sans aucune indication du type d'agent chimique utilisé. Par conséquent, aucune information utile ne peut être obtenue aux fins du bilan matières.

1.2 Les dépenses totales relatives aux munitions ne sont pas nécessairement égales à la quantité totale produite. Il faut tenir compte des rejets, des fuites et des lots non acceptés, comme il est bien connu dans le processus de fabrication.

1.3 Les documents ne peuvent fournir qu'une vague idée du nombre de munitions vides étant donné que le chargement chimique en vrac n'est pas identifié.

1.4 Le plus important est que le nombre total d'armes chimiques détenues avant l'adoption de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité est donné avec tous les détails à la fin de l'inventaire de 1990 de l'établissement d'État de Muthanna pour :

- Tous les types de munitions vides et chargées;
- Toutes les quantités d'agents en vrac qui ont été produits et n'ont pas été chargés;
- Tous les précurseurs chimiques;

/...

- Tous les autres articles et avoirs normalement entreposés dans l'établissement.

À cet égard, nous voudrions rappeler ce que nous avons déclaré dans la partie pertinente des éclaircissements joints en annexe à notre lettre du 19 novembre 1998, dont le texte est le suivant : "Si la Commission souhaite toujours que ce document lui soit remis pour toute question relative aux munitions spéciales, nous rappelons, à cet égard, les dispositions du paragraphe 5 du Protocole d'accord du 23 février 1998, qui imposent de suivre les procédures établies à ce jour. Comme vous le savez, l'une de ces procédures est le Programme d'action commun du 22 juin 1996, dans le cadre duquel les parties se sont engagées à opérer de façon transparente et à partager les informations. Sur cette base, l'Iraq est pleinement disposé à examiner la teneur des sections pertinentes du document en question, de façon tout à fait transparente, avec une équipe de spécialistes de la Commission, en présence du Représentant personnel du Secrétaire général. Nous sommes persuadés que ce mécanisme permettra de résoudre le problème et rassurer la Commission."

2. En ce qui concerne le document décrit par la Commission comme la "Réponse de l'établissement d'État de Muthanna aux recommandations du Ministère de la défense concernant les mesures à prendre pour mettre au point des armes chimiques", l'Iraq a exposé très clairement tous les faits concernant cette question, y compris les instructions finales données par les autorités supérieures sur la base de toutes les observations et réponses de toutes les autorités interpellées. Et, ce qui est encore plus important, l'Iraq a fourni à la Commission les plans, les rapports et les mesures prises par l'établissement d'État de Muthanna à la fin de 1988, de 1989 et de 1990 sous la forme de documents et de rapports originaux signés par le Directeur général de l'établissement d'État de Muthanna, notamment :

- Le document contenant le rapport annuel de l'établissement d'État de Muthanna pour 1988 adressé à la Société d'industrialisation militaire en janvier 1989 (42 pages);
- Un rapport concernant les activités de l'établissement d'État de Muthanna pendant le premier semestre de 1989 (14 pages);
- Un rapport sur le suivi des activités de l'établissement d'État de Muthanna en 1990 adressé au Directeur adjoint de la Société d'industrialisation militaire (5 pages);
- Un inventaire des matériaux produits à l'établissement d'État de Muthanna jusqu'au 31 décembre 1990 (1 page);
- Un inventaire des matières premières chimiques entreposées à l'établissement d'État de Muthanna jusqu'au 25 décembre 1990 (7 pages).

On se demande pourquoi la Commission spéciale continue à répéter la même demande alors que la réponse a été donnée à maintes reprises, à savoir que le document demandé a été perdu.

/...

3. En ce qui concerne la demande de remise des documents et des dossiers sur l'état de la production de l'agent VX, l'Iraq a fourni à la Commission des documents portant sur les activités de production d'agents et de munitions à l'établissement d'Etat de Muthanna datés de décembre 1990 et janvier 1991, dans lesquels l'agent VX n'est pas mentionné étant donné que sa production avait échoué et qu'il n'était donc pas mentionné parmi les armes. Il est inexplicable que ce fait soit ignoré et que la demande des dossiers concernant l'échec de la tentative de production soit présentée à maintes reprises et que chaque fois on ne tienne pas compte de la réponse de l'Iraq. L'Iraq ne "prétend" pas simplement qu'il n'a pas réussi à produire du VX. En fait, l'Iraq a fourni des éléments de preuve dans les rapports portant sur la période considérée jusqu'à janvier 1991 concernant la non-existence de l'agent VX et la non-existence des munitions dans les statistiques relatives à la production de l'établissement en 1990 et jusqu'au 5 janvier 1991. En outre, le fait qu'aucune trace de produits de dégradation du VX n'ait été trouvée sur les restes des ogives est une preuve supplémentaire de la position de l'Iraq.

4. L'Iraq a soumis un nombre considérable de documents, qui ont aidé la Commission spéciale dans la vérification des missiles, des ogives et des lanceurs. En novembre 1993, la vérification des missiles a été effectuée grâce à l'envoi d'une équipe importante d'inspection comprenant 100 inspecteurs en Iraq, où l'équipe a exécuté des activités de large envergure pendant 35 jours ouvrables, en utilisant le matériel le plus perfectionné et des hélicoptères équipés de radars à pénétration souterraine afin de détecter tout objet enterré. Par la suite, la Commission spéciale a déclaré dans son rapport semi-annuel (S/26910) ce qui suit : "UNSCOM-63 n'a relevé aucun article prohibé ni aucune activité interdite, et n'a découvert aucun fait qui contredise les renseignements fournis par l'Iraq sur les questions qui faisaient l'objet de sa mission".

- En février 1994, l'Iraq a soumis les agendas concernant les missiles qui ont été scientifiquement contrôlés par des laboratoires internationaux afin de prouver leur authenticité;
- En 1996, les préoccupations de la Commission spéciale étaient centrées sur la destruction unilatérale des missiles. Trois équipes d'inspection ont vérifié les débris de la destruction et, en janvier 1996, la Commission spéciale a seulement indiqué qu'il restait les points suivants dans le domaine des missiles :
 - Les restes de huit moteurs n'avaient pas été trouvés.
 - Les numéros d'immatriculation de six missiles fournis par l'ex-URSS n'avaient pas été trouvés parmi les débris et n'étaient pas mentionnés dans les agendas sur la consommation de munitions.
 - La Commission spéciale estimait que l'Iraq avait démantelé des éléments essentiels de 30 moteurs avant leur destruction.
 - Elle estimait que l'Iraq avait substitué des moteurs déjà utilisés, utilisés pour la formation ou fabriqués en Iraq et les

/...

avait détruits unilatéralement afin de conserver les moteurs opérationnels importés.

- Les points susmentionnés ont fait l'objet de discussions entre les deux parties, mais ils ont été résolus à la suite d'une analyse dans des laboratoires russes, français et américains d'une grande partie des débris.

La Commission spéciale a reconnu dans son rapport semi-annuel du 11 octobre 1997 (S/1997/774, par. 123, p. 27) que tous les missiles susmentionnés avaient été détruits, ce qui prouvait la crédibilité des déclarations de l'Iraq et confirmait le bilan-matières des missiles.

- En ce qui concerne les lanceurs, le rapport de la Commission spéciale du 11 octobre 1997 (document S/1997/774) a confirmé que la comptabilisation des lanceurs était achevée (14 lanceurs de combat).
- En ce qui concerne les ogives, l'Iraq a coopéré avec la Commission spéciale afin de vérifier les ogives spéciales chimiques et biologiques.

À la suite de travaux très difficiles en 1997 et 1998, la Commission spéciale a établi un bilan complet des ogives spéciales.

- L'agenda personnel du général de brigade Ismael est privé et l'Iraq ne considérerait pas qu'il s'agissait d'un secret d'État comme le prétendait M. Butler. L'agenda ne contient aucune information claire comme cela devrait être le cas dans un document officiel. Le général de brigade Ismael a utilisé des symboles et non des informations claires, et il a utilisé des codes inventés par lui-même afin de représenter symboliquement les ordres qu'il recevait verbalement de ses supérieurs. Il écrivait également ses propres notes lors des réunions avec ses supérieurs ou ses subalternes. Personne ne peut interpréter clairement ces notes. Par conséquent, quelle est l'importance de l'agenda personnel du général de brigade Ismael par rapport aux pièces justificatives et preuves concrètes officielles que l'Iraq a présentées afin de prouver l'exactitude du bilan-matières des missiles, lanceurs et ogives? La Commission spéciale sait très bien que l'agenda n'existe plus et qu'il a été détruit.

5. Ce qui précède s'applique également à la demande présentée par la Commission spéciale en vue d'obtenir les notes du général de corps d'armée Hazem. Dans sa lettre, le Président exécutif justifie sa requête en disant que le rapport à partir duquel celui-ci a pris des notes contient des informations liées au bilan des missiles et des ogives alors que, comme nous l'avons vu, l'inventaire correspondant a déjà été établi.

6. S'agissant du document concernant la création de la brigade de missiles 223, nous maintenons la position que nous avons exposée dans notre lettre du 19 novembre 1998.

7. En octobre 1991, la partie iraquienne a déclaré que des activités de recherche-développement étaient en cours pour fabriquer les propulseurs dans le pays et que certaines pièces et certains équipements avaient été importés. En outre, l'Iraq essayait de fabriquer lui-même certaines pièces.

La partie iraquienne a précisé dans l'état définitif et complet qu'il a présenté à la Commission en juin 1992 que toutes les pièces importées ou fabriquées sur place avaient été unilatéralement détruites. La 36e équipe de l'UNSCOM a pu le vérifier.

Dans le projet d'état définitif et complet qu'il a présenté à la Commission spéciale en novembre 1995, l'Iraq a donné des détails sur les étapes de la fabrication des propulseurs, depuis les pièces et équipements importés jusqu'aux essais de montage des chambres de combustion. En outre, il a expliqué le niveau technique du projet aux étapes de la fabrication, les principaux problèmes rencontrés et les essais en vol ou au sol réalisés dans le cadre du projet. Il avait fourni à cette fin des documents qui représentaient 2 000 pages.

À la demande de l'UNSCOM, un grand nombre de discussions techniques ont eu lieu concernant les essais de fabrication et le mouvement des matières jusqu'à la destruction unilatérale intervenue pendant l'été de 1991, ainsi que les méthodes et les conditions de cette destruction. Ainsi, l'UNSCOM a obtenu un tableau d'ensemble et précis de la situation et a détruit un certain nombre de machines qu'elle jugeait indispensables pour fabriquer les propulseurs. La partie iraquienne a coopéré avec l'UNSCOM en septembre 1997 en procédant à des travaux d'excavation exécutés en commun pour déterrer les restes des propulseurs fabriqués en Iraq afin de vérifier les quantités et les types déclarés par l'Iraq.

La partie iraquienne a également coopéré avec la 241e équipe de l'UNSCOM en mars 1998 pour réaliser des opérations supplémentaires de vérification concernant la destruction unilatérale des pièces et matières utilisées pour fabriquer les propulseurs sur place. L'équipe a également effectué des visites sur les sites et décidé de rassembler les débris des matières détruites et fondues afin de les peser. Des échantillons ont été prélevés aux fins d'analyse. La partie iraquienne a facilité la tâche de l'équipe venue interroger l'ensemble du personnel ayant participé à la destruction de ces matières. En outre, la partie iraquienne a fourni, afin de faciliter la vérification des explications détaillées et des inventaires concernant ces matières unilatéralement détruites.

Conformément au calendrier de travail sur les questions de désarmement non réglées arrêté en commun le 14 juin 1998, la partie iraquienne a fourni, pour les besoins de la 242e équipe de l'UNSCOM à la fin de juillet 1998, un exposé complet et détaillé sur le niveau technologique et technique atteint par l'Iraq dans le domaine de la fabrication nationale de propulseurs. Un exposé portait sur le montage de nombreux prototypes de chambres de combustion et indiquait que ces prototypes ne satisfaisaient pas aux exigences techniques et n'étaient pas prêts pour le stade de la fabrication.

L'inspecteur principal de la 242e équipe de l'UNSCOM et les experts internationaux qui l'accompagnaient se sont déclarés satisfaits d'avoir obtenu

/...

toutes les informations nécessaires à la vérification. La question de la destruction unilatérale des pièces et montages pour le projet avait été réglée grâce aux documents relatifs aux inventaires des destructions, qui avaient pu être rapprochés des éléments corroborants que représentaient les débris d'articles unilatéralement détruits. Il ne restait plus qu'une question secondaire à régler : vérifier que les blocs fondus étaient bien en acier inoxydable.

L'ingénieur Muqdam travaillait au département de montage dans le cadre du projet de fabrication de propulseurs. La 242e équipe de l'UNSCOM ayant demandé que l'on recherche tout document qui pourrait montrer le niveau de la fabrication des propulseurs, il a remis 11 pages arrachées à son agenda personnel, qui contenaient des informations détaillées sur la question faisant l'objet de la demande, et l'équipe s'est déclarée satisfaite. L'inspecteur principal a considéré le document comme très utile pour la vérification. La 242e équipe de l'UNSCOM a remercié la partie iraquienne de sa coopération et n'a pas demandé que l'ensemble de l'agenda lui soit remis. Par la suite, l'ingénieur Muqdam a détruit son agenda personnel, ce qui le regardait.

8. La Commission spéciale a vérifié la consommation de combustible et de comburant (soit 2 435 tonnes de comburant et 661 tonnes de combustible), en consultant les registres originels de consommation, soit 80 documents représentant environ 210 pages.

La Commission spéciale a surveillé la destruction de 52 tonnes de comburant et de 20 tonnes de combustible en juillet 1991.

Elle a vérifié la destruction unilatérale du combustible et du comburant réalisée en août 1991 (en fait, ils ont été détruits pour faire suite à une demande présentée en août 1991 par la Commission, qui a vérifié la destruction en question en septembre 1991), qui a porté sur 370 tonnes de comburant et 135 tonnes de combustible (13e équipe de l'UNSCOM).

La question de la destruction unilatérale du comburant et du combustible n'a pas été posée à la partie iraquienne entre août 1992 et 1996. La Commission spéciale a soulevé à nouveau la question en prétextant qu'elle n'était pas en mesure, à ce stade, de faire l'inventaire des quantités détruites. La vérification a été réalisée d'un point de vue qualitatif, du fait de la méthode de destruction proposée par la Commission elle-même et consistant à mélanger le combustible et le comburant et à le verser sur le sol. Du fait des risques que représentaient les cuves de combustible et de comburant, la 13e équipe de l'UNSCOM ne s'en est pas approchée pour procéder à un complément de vérification et a demandé à la partie iraquienne d'achever la destruction des matières. Les 13e et 18e équipes de l'UNSCOM se sont déclarées satisfaites lorsqu'elles ont inspecté le site en septembre et octobre 1991.

Entre 1991 et 1996, la Commission spéciale n'a pas demandé de documents justificatifs concernant la question du combustible et du comburant, car elle avait vérifié la destruction unilatérale du combustible et du comburant. C'est la raison pour laquelle la partie iraquienne n'a pas recherché ces documents.

/...

En novembre 1996, la Commission spéciale a demandé à la partie iraquienne de remettre plusieurs documents dont les registres de consommation concernant la destruction unilatérale. La partie iraquienne a consenti des efforts importants pour localiser les documents demandés. Malheureusement, ce registre particulier n'a pas pu être retrouvé. La partie iraquienne l'a précisé à de nombreuses reprises à la Commission spéciale depuis 1996.

Les documents techniques du fournisseur du propergol montrent que dans les meilleures conditions de stockage, la durée de conservation du produit ne peut pas dépasser 10 ans. Comme la Commission spéciale le sait, la dernière expédition de combustible est parvenue dans le pays à la fin de 1987 et au début de 1988. Même en supposant que cette quantité de combustible n'ait pas été détruite, elle serait devenue à présent inutilisable.

Le combustible et le comburant de missiles sont des produits à double usage et ne sont pas interdits. L'Iraq est autorisé à fabriquer des missiles d'une portée inférieure à 150 kilomètres, en vertu des dispositions de la résolution 687 du Conseil de sécurité; il peut donc utiliser du propergol pour missiles. L'Iraq pourrait à l'avenir soit fabriquer lui-même ce propergol, soit l'importer.

9. Nous maintenons la position que nous avons exposée dans la pièce jointe à notre lettre du 19 novembre 1998 intitulée "Éclaircissements".

10. Le fait que la destruction unilatérale ait été réalisée sur instruction donnée verbalement a été expliqué jusque dans le plus petit détail à un grand nombre d'équipes d'inspection. L'Iraq a présenté une foule de documents qui ont permis à la Commission spéciale de vérifier les destructions unilatérales des missiles, des armes chimiques et des armes biologiques. Les instructions concernant la destruction ayant été données verbalement, il n'existe aucun document sur ce point. Toutefois, l'Iraq a présenté des documents sur la destruction unilatérale de missiles et de lanceurs (registres de destruction militaire). Il a également présenté des documents concernant la destruction d'ogives spéciales et de bombes largables par avion remplies d'agents chimiques et biologiques. De plus, certains documents contiennent des indications suivant lesquelles la destruction a eu lieu conformément à des instructions verbales.

11. Les autorités iraquiennes ont annoncé officiellement que la défection de Hussein Kamal n'avait donné lieu à aucune enquête officielle. La Commission spéciale a été informée, après cette défection, qu'il avait donné l'ordre à certains de ses collaborateurs qui avaient travaillé dans le programme antérieur de ne pas déclarer certains articles, bien que ceux-ci aient été unilatéralement détruits. En conséquence, les autorités iraquiennes ont enjoint à tous les collaborateurs des programmes antérieurs de présenter toutes les informations que Hussein Kamal les avait obligés à dissimuler à la Commission spéciale. Ce qui fut fait. À la fin de 1995 et en 1996, l'Iraq a prêté toute l'assistance requise pour faciliter l'interrogatoire des personnes ayant travaillé avec Hussein Kamal, de celles qui ont exécuté ses ordres et même de celles qui n'ont aucun rapport avec la question. Ont également été interrogés à cette occasion des officiers du service de sécurité spéciale, des gardes spéciaux, des gardes républicains et des membres du personnel de la Commission militaro-industrielle et de son groupe de sécurité. Bien que cette question n'ait aucun rapport avec

le désarmement, l'Iraq a pleinement coopéré en espérant que ce chapitre serait bientôt clos. Toutefois, si les documents d'enquête étaient disponibles, il serait plus facile de les remettre à la Commission spéciale plutôt que de procéder à l'interrogatoire de personnes et d'officiers travaillant dans des sites sensibles, et cela ferait gagner beaucoup de temps.

12. Nous maintenons la position que nous avons exprimée dans les éclaircissements qui figurent dans la pièce jointe à notre lettre du 19 novembre 1998.

Observations finales

Pour conclure, il me paraît nécessaire de soulever certains points d'ordre général qui ont une importance capitale pour ce dernier épisode.

Tout d'abord, le Conseil de sécurité n'ignore pas que la position de l'Iraq est qu'il a rempli toutes les conditions énoncées aux paragraphes 8 à 13 de la résolution 687 (1991), ce qui devrait avoir pour effet l'application du paragraphe 22 de la même résolution. Il est également notoire que ce n'est pas l'avis de la Commission spéciale. Cette différence de position devrait ressortir très clairement des discussions que les deux parties ont eues lors de la réunion de haut niveau tenue le 3 août 1998 à Bagdad, au cours de laquelle nous avons adressé les trois questions fondamentales au Président exécutif, auxquelles il a refusé de répondre. C'est ce qui nous a conduits à prendre notre décision du 5 août 1998, ensuite de quoi a été présentée la proposition du Secrétaire général relative à l'examen complet. Depuis, d'importants faits nouveaux se sont produits. Ceux-ci trouvent leur illustration dans les consultations intensives qui ont eu lieu entre l'Iraq et le Secrétaire général ainsi qu'entre les membres du Conseil eux-mêmes, au cours desquelles l'Iraq a présenté ses vues, ainsi que dans les positions adoptées par le Conseil au sujet des décisions de l'Iraq du 5 août puis du 31 octobre, notamment dans les résolutions 1194 (1998) et 1205 (1998). Tous ces faits nouveaux tiennent peut-être dans une équation, à savoir que l'Iraq devrait rapporter ses décisions et démontrer qu'il est prêt à s'acquitter de ses obligations, notamment pour ce qui est des questions de désarmement, en reprenant sa pleine coopération avec la Commission spéciale et l'AIEA, que le Secrétaire général le confirme au Conseil sur la base des rapports de la Commission spéciale et de l'AIEA et que l'étude d'ensemble soit entreprise. Compte tenu de la décision prise par l'Iraq le 14 novembre, il n'est que naturel que l'Iraq s'attende légitimement à ce que la reprise de la pleine coopération vise l'étude d'ensemble. La manière, décrite ici, dont l'Iraq conçoit la situation actuelle, comme dans nos réponses aux deux premières lettres du Président exécutif, ne saurait, quelque effort d'imagination que l'on fasse, être décrite comme un manque de coopération, d'autant plus que, ainsi que tout observateur impartial le constatera à la lecture des observations détaillées qui précèdent, les demandes que le Président exécutif a adressées à l'Iraq ont fait l'objet de longues discussions et qu'il y a été donné suite dans le passé. De ce fait, il est déroutant que le Président exécutif continue de soulever des questions réglées ou qui, du moins, devraient être considérées comme réglées, et tire la conclusion hâtive que l'Iraq ne coopère pas avec la Commission spéciale, venant ainsi embrouiller l'étude d'ensemble, alors que les faits, comme on l'a relevé plus haut, prouvent le contraire.

/...

Deuxièmement, dans la lettre que le Président exécutif m'a adressée le 20 novembre, il relève que "le Conseil a décidé que l'Iraq devait prouver qu'il était prêt à s'acquitter de toutes ses obligations, en particulier concernant les questions de désarmement, en recommençant à coopérer pleinement avec la Commission spéciale et l'AIEA". Si cette formulation apparaît dans les résolutions 1194 (1998) et 1205 (1998), le Président exécutif affirme que "c'est dans le but de faciliter ce processus" qu'il m'a écrit le 18 novembre, étant donné que ces "demandes d'informations visaient à élucider le plus grand nombre possible de points en suspens avant un examen d'ensemble et devaient, bien évidemment, fournir à l'Iraq l'occasion de manifester la volonté de coopération nécessaire pour que cet examen puisse commencer". Cette déclaration appelle plusieurs observations. Il ressort des faits relevés plus haut que les demandes du Président exécutif ignoraient tous les travaux accomplis dans le passé par l'Iraq et considèrent, comme cela apparaît à l'évidence, toutes les questions comme restant ouvertes. Cette position ramène les travaux au point de départ et consiste à manipuler le calendrier et la manière de mener l'étude d'ensemble, quelles que soient les décisions du Conseil. De surcroît, la position adoptée par le Président exécutif se ramène à ceci : l'Iraq devrait toujours donner une suite favorable à toute demande, quelles que soient les limites du possible, et il n'a le droit de fournir aucune explication, faute de quoi, de l'avis du Président exécutif, l'Iraq ne fera pas preuve de coopération.

Troisièmement, les membres du Conseil devraient savoir qu'après avoir adopté notre décision du 14 novembre, alors que nous avons commencé les préparatifs de l'étude d'ensemble, nous avons été bombardés par des lettres du Président exécutif contenant des demandes déjà examinées et qui, dans l'ensemble, sont soit plus ou moins réglées, soit impossibles à satisfaire. Or, compte tenu de l'atmosphère qui régnait immédiatement avant et après la décision de l'Iraq du 14 novembre, après les déclarations du Président exécutif aux médias et notamment son article dans le numéro de Newsweek du 16 au 23 novembre 1998, dont les membres du Conseil ont été informés, nous ne saurions que douter des motivations des demandes qui nous ont été adressées. De toute évidence, le Président exécutif ne devait pas ignorer la politique déclarée de deux membres permanents, qui est de lancer une attaque militaire contre l'Iraq dès qu'ils jugent que l'Iraq ne coopère pas avec la Commission spéciale et l'AIEA, sans se préoccuper de saisir de nouveau le Conseil afin d'examiner la question. En s'adressant précipitamment au Conseil pour jeter des doutes sur la coopération de l'Iraq, le Président exécutif n'a pas fait preuve du professionnalisme que l'on attendrait d'un fonctionnaire de l'ONU.

Enfin, je voudrais réaffirmer une fois de plus que l'Iraq se conformera et agira conformément aux résolutions pertinentes du Conseil et au Mémoire d'accord du 23 février 1998.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre à tous les membres du Conseil. Le texte original arabe de la présente lettre sera envoyé en temps utile.

Le Vice-Premier Ministre

(Signé) Tariq AZIZ

/...

PIÈCE JOINTE

Lettre datée du 5 février 1994, adressée au Directeur
de la Société des industries militaires de l'Iraq par
le Président exécutif de la Commission spéciale
constituée par le Secrétaire général en application
du paragraphe 9 b) i) de la résolution 687 (1998) du
Conseil de sécurité

J'ai l'honneur de me référer à ma lettre du 30 novembre 1993 et aux discussions que nous avons eues à Bagdad entre le 2 et le 5 février 1994 au sujet des points soulevés dans cette lettre.

Je vous suis reconnaissant de m'avoir communiqué votre compte rendu des événements et des mesures prises en Iraq qui se sont traduites par la destruction de la documentation relative au programme iraquien interdit par la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité. Ce compte rendu est le premier que j'ai reçu qui décrit de manière cohérente et logique les considérations et les mesures qui ont abouti à la destruction de la documentation qui avait survécu au conflit du Golfe. À mon avis, les informations que vous venez de fournir semblent complètes et suffisantes aux fins de la Commission spéciale.

Je vous suis également reconnaissant d'avoir mis à notre disposition les pièces comptables de l'utilisation des missiles par l'Iraq au cours des années 1980 à 1990. Sur la base de leur analyse technique initiale effectuée par des experts de la mission UNSCOM-66, et de ce que j'ai constaté moi-même dans les archives, je n'ai aucune raison de ne pas croire à leur authenticité. Toutefois, étant donné la grande importance de ces documents pour le règlement des différends restant en suspens au sujet de l'utilisation de missiles Scud par l'Iraq, une analyse scientifique complète et définitive recourant à des techniques dont ne disposait pas la mission UNSCOM-66 devrait servir à régler entièrement cette question. Je prendrai les dispositions nécessaires pour que cette analyse ait lieu en Europe et vous retournerai tous les documents dès que l'analyse aura été achevée, et en tout état de cause, dans les deux mois.

Le Président exécutif,

Bureau de la Commission spéciale

(Signé) Rolf EKÉUS
